

Glossaire pour le Front de gauche

Yann Le Lann

Docteur en Sociologie. Spécialisé en sociologie de la quantification des politiques salariales et de la protection sociale. Chercheur à l'Institut européen du salariat

Depuis la séquence politique des élections présidentielle et législatives 2012, le Front de gauche est traversé par une série de débats profonds l'empêchant de retrouver l'unité d'action qui était la sienne. La stratégie de constitution des listes pour les élections municipales de mars 2014¹ est bien sûr au cœur des discussions. Mais réduire les controverses à cette question serait caricatural. Si les débats entre partenaires ou au sein des organisations se cristallisent souvent autour de la stratégie à mettre en œuvre pour cette échéance, chacun entrevoit que les différents positionnements débordent ce sujet. Cela engage la question des définitions du Front de gauche et implique donc un effort de réflexion sur les sens que peut recouvrir cette expression.

Dans cet article nous faisons l'hypothèse que l'avenir du rassemblement de forces antilibérales, de son potentiel et de ses difficultés n'est formulable qu'à partir d'une analyse de la polysémie de l'expression : front de gauche. La complexité des significations qu'elle recouvre trouve son origine dans sa courte mais riche histoire. D'une part en franchissant les épreuves électorales et sociales, le Front de gauche a profondément changé de valeur politique. D'objet politique un peu flou, il est passé à celui d'entité identifiée, attendue. Malgré les débats internes au Front de gauche, nombre de personnes s'en revendiquent et souhaitent participer à son développement. D'autre part, parce qu'il a réalisé son objectif premier, contribuer avec 4 millions d'électeurs à chasser Sarkozy et la droite du pouvoir, il doit désormais se positionner dans un moment où la majorité de la gauche assume le pouvoir gouvernemental, sans que les deux composantes, PS et les EELV, ne souhaitent ouvrir de dis-

cussion avec une partie de la gauche sur la politique à mener à l'échelle nationale. C'est une configuration politique inédite depuis trente ans ².

La conjonction de ces deux évolutions explique la diversité des significations du front de gauche, les anciennes significations percutent les nouvelles, elles-mêmes restant en gestation. Le sens de l'expression, front de gauche, devient l'objet d'une dispute plus ou moins productive dont les termes sont de plus en plus complexes à démêler. En réalité, elle renvoie à des objets politiques changeant suivant les énoncés dans lesquels elle s'inscrit. La sortie, par le haut, des débats actuels implique à mon sens de se mettre d'accord sur les termes. Le front de gauche correspond en fait à trois champs sémantiques. Je propose de réfléchir à partir d'un triptyque de définitions auxquelles il renvoie :

- L'alliance(I)
- La force sociale (II)
- La responsabilité politique (III)

Vu le niveau de complexité où sont rendus les débats, autant du fait des désaccords que des réussites, il faut déconstruire le terme : « front de gauche » pour comprendre l'intégration de ses significations entre les réalités d'union, de puissance, et d'anticipation auxquelles il renvoie.

L'alliance

L'alliance est la signification première du front de gauche. Il est un appel à une union active pour l'affirmation d'une gauche de combat.

L'alliance est première. Ce niveau de définition est le plus difficile à comprendre parce que « la valeur » de cette alliance dépend de son rapport aux autres significations du front de gauche. Lorsqu'elle écrase les autres définitions potentielles, le Front de gauche est considéré comme un cartel. Ce risque de sclérose est dénoncé tant par les militants que les dirigeants. Mais le repli sur une union seulement entre organes de direction possède un risque symétrique. Lorsque le geste d'alliance n'est pas répété et entretenu, notamment par les partis, alors les autres significations potentielles du front de gauche s'effondrent. La désunion des forces de gauche antilibérales produit une tendance rapide et violente à la marginalisation – comme nous l'avons connue lors des élections de 2007. Le contexte d'affaiblissement de la gauche de transformation sociale sur la longue période transforme l'union des forces qui la composent en condition d'existence. L'alliance est donc première historiquement mais elle est également première dans la logique des choses, au sens où elle ouvre la possibilité d'une série d'autres significations.

L'alliance dépasse la démarche électorale. Le geste alliance est souvent confondu avec une démarche électorale ou le périmètre des listes présentées. On parle alors de listes front de gauche ; l'addition des différentes affiliations

partisanes des candidats devient alors le sens du front de gauche. Il s'agit là d'une double réduction. Le geste politique d'alliance qui, en 2008, a initié le Front de gauche s'organise alors autour de l'appel du PCF et des réponses positives du Parti de gauche et de la Gauche unitaire. C'est un acte symbolique d'unité marquant une communauté de vue sur la nécessité d'affronter le néolibéralisme. Le front de gauche se construit alors comme un front global et non comme une simple alliance électorale. La communauté d'action des militants ambitionne à juste titre de dépasser les frontières de l'accord initial et redéfinit en cela concrètement, selon les lieux et les enjeux, les contours du rassemblement.

L'alliance acte la refondation d'une gauche émancipée de combat. Elle affirme l'échec d'un PS alors incapable de modifier en 2008 son rapport au néolibéralisme. Malgré le non au référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005, son discours réarme une partie de l'imaginaire du « tout marché ». L'alliance signe donc un projet d'association de ceux qui cherchent à gauche un projet alternatif de société, en partant de l'hypothèse que le système de marchandisation de l'homme, de ses activités, de l'habitat et de la monnaie constitue une menace pour la dynamique d'émancipation engagée au travers des luttes sociales et démocratiques.

La force sociale

Le front de gauche est une force sociale. C'est sa seconde définition. Les épreuves de la démocratie délégataire qu'il a traversées en sédimentant un électorat lui ont permis de prolonger l'alliance en force sociale. Le front de gauche reste cependant irréductible à une démarche électorale. Sa dynamique implique que son action réaffirme le retour permanent du peuple en politique, dans les urnes, dans la rue, dans la confrontation d'idées, dans la production des gestes crédibilisant une voie alternative au capitalisme libéral. À ce titre la concentration sur les seules municipales et la mise au second plan du combat sur les retraites relèvent d'une erreur sur l'identité du front de gauche.

Sédimentation électorale. Le dépassement de l'alliance en électorat s'est déroulé au cours d'un processus progressif dont l'élection présidentielle de 2012 n'a été que le point d'orgue temporaire. Les appuis construits lors des élections régionales en 2008, puis des européennes en 2009 ont permis essentiellement la remobilisation d'un électorat communiste. Les élections de 2012 ont, à partir de cette base, témoigné d'un rassemblement vers un électorat de gauche au parcours différent (NPA, Vert, PS) mais qui partageait une critique des options libérales prises par les Verts et le PS. Les échéances de 2009, 2010 et 2012 ont permis à la démarche « front de gauche » de compter parmi les forces identifiées, attendues et écoutées.

La recherche des ancrages durables populaires et ruraux. Malgré les campagnes répétées du front de gauche, mobilisant un positionnement politique clair, la sédimentation de son électorat reste fragile. Le front de gauche en tant que force sociale est condamné à s'interroger sur les deux volets de la stratégie, à s'adresser à ceux qui ont déjà voté pour lui (4 millions à la présidentielle) et dépasser cet électorat au point d'ancrage insuffisant dans les milieux populaires et les espaces ruraux. Ses fortes progressions en centre-ville et parmi les cadres et professions intermédiaires sont à consolider mais les voies d'une politisation populaire restent à trouver. La lutte contre le rapport abstentionniste au politique dans ces catégories sociales peu qualifiées et éloignées des grands centres implique un réel dépassement de logique délégataire. Le ralliement des classes populaires, particulièrement conscientes des rapports de force défavorables qui se sont noués dans le capitalisme libéral, à notre ambition se joue dans une pratique d'association permanente. Sans leur participation massive en tant que puissance de pression et de propositions, aucun changement ne pourra advenir.

Le sens des épreuves sociales. Les épreuves de la mobilisation sociale, sous ses formes diverses, des manifestations à la vie associative, sont donc pour le front de gauche aussi cruciales que les élections parce qu'elles témoignent de sa capacité à entrer en coopération avec les syndicalistes, les associatifs, les mouvements et l'ensemble des personnes qui souhaitent engager le combat pour les droits sociaux du XXI^e siècle. La fusion lors du rassemblement géant à la Bastille le 18 mars 2012, entre meeting électoral et manifestation revendicatrice, montre la puissance d'un imaginaire politique qui fait du vote non pas l'acte politique unique mais un geste parmi une longue liste : occuper, revendiquer, s'exprimer ou gérer. L'affermissement et l'élargissement de l'ancrage électoral du front passent nécessairement par une communauté d'actions non exclusivement électorales avec les classes populaires.

La responsabilité politique

Les municipales constituent une nouvelle épreuve, à l'échelle des 36 000 de communes françaises. Il s'agit de poursuivre le front de gauche en tenant compte de la multitude de situations rencontrées par les militants. La politique nationale menée par la gauche (Parti socialiste et Europe Écologie Les Verts) sera, bien sûr, au cœur des débats politiques. Cependant, la subordination de tout positionnement politique au niveau local en vue des municipales à un positionnement national, critique sur la politique austéritaire gouvernementale, favorise paradoxalement dans la conscience populaire l'idée déjà très présente que les marchés captent un pouvoir tel qu'aucun changement significatif n'est possible. Le front de gauche doit au contraire faire la démonstration que d'autres voies que l'austérité sont empruntables par les conseils

municipaux, si les pouvoirs locaux s'associent aux forces populaires pour mener des luttes communes. Les politiques municipales révolutionnaires se sont systématiquement construites autour de l'ambition d'élargir les marges pour redonner du pouvoir au peuple. Elles assument le fait que les contraintes déterminées par le gouvernement, les marchés ou la Commission européenne ne sont jamais immuables. La conscience de la complexité de l'élection municipale implique pour les militants et les dirigeants du Front de gauche une double responsabilité.

Éthique de la responsabilité pour les partis de l'alliance. Dans le contexte d'une multitude de situations politiques selon les communes, le rassemblement à construire aux municipales ne peut pas prendre partout les mêmes formes. Malgré la diversité de situations, le premier impératif des militants et des dirigeants doit consister à préserver l'alliance. Nous connaissons le prix de la désunion et les apports de l'unité. Lorsqu'il y a localement des désaccords stratégiques quant à la liste à présenter, ceux-ci ne doivent pas être dramatisés, amplifiés comme des désaccords portant sur l'essence du front de gauche. Sur le fond, si le Front de gauche n'est pas seulement alliance, mais en passe de devenir force sociale, il ne peut être totalement menacé par un désaccord sur une élection. Il est de la responsabilité des acteurs de faire progresser, indépendamment des temps de votes, une motivation commune de dépasser la faiblesse de la gauche dans sa forme actuelle. Cette éthique de la responsabilité n'est, je crois, qu'un stade minimal dans la période actuelle. Elle doit être complétée par une éthique de la conviction.

Éthique de la conviction pour les militants du front de gauche. Nous devons garder la conviction que les gestes politiques d'unification mis en œuvre par les militants peuvent faire advenir la résurgence d'une intervention populaire exigeante. Les forces du front de gauche dans l'unité qu'elles incarnent doivent fonder leur action sur une réflexion questionnant les gestes politiques qui permettent d'élargir le socle social et électoral. L'alliance que le front de gauche met en œuvre entre socialistes, communistes, est un premier geste qui signe l'ambition partagée de l'imposer au-delà des divisions comme une force politique qui possède une capacité d'agir. Elle doit trouver les moyens qui permettent, dans le *vote*, le *dire* et le *faire* que les classes dominées actuellement instrumentalisées retrouvent une conscience de leur pouvoir d'action. Les prochaines élections européennes doivent être, dans ce cadre, pensées comme un moment clé de l'expression populaire contre l'austérité.

Le désaccord sur un de ces trois termes, le *vote*, le *dire* et le *faire*, n'implique pas que les autres soient rendus inopérants. Le *vote* a ses limites, nous l'avons vu, le *dire* possède les siennes puisque les autres forces se réclament également comme le vecteur de paroles populaires. Il faut donc le *faire*. Si le peuple ne revient aux affaires qu'à l'occasion des présidentielles et de façon sporadi-

dique pendant certains moments électoraux, alors c'est un peuple faible et délégataire. Un peuple qui hante mais qui n'agit pas, un peuple qui ne *fait* pas. Si notre conviction est que le peuple peut « *faire* » mieux que donner délégation lors de la présidentielle et que se subordonner à la classe dominante, alors jamais un désaccord électoral n'abolira le Front de gauche. ■

(22 octobre 2013)

Notes

- 1) Les élections municipales ont lieu en même temps dans les 36 000 communes, avec des configurations politiques fortes différentes, selon les villes.
- 2) Le Front de gauche a ainsi été amené à organiser deux grandes manifestations – contre l'acceptation du pacte fiscal européen et contre la politique d'austérité – et ses députés à refuser le vote du budget 2014.

